Pétrole : ressources, spéculation, profits

Alain Vigier

Si nous sommes accoutumés aux hausses du prix du pétrole sur un fond d'augmentation de la demande et déclin des réserves, il est intéressant d'analyser certains aspects qui accentuent les variations et en aggravent les conséquences.

Les ressources

Il s'agit, en premier lieu, du problème des ressources. La pression, notamment des intérêts américains, sur les pays producteurs du golfe pour qu'ils augmentent leur production est évidente. Il n'est pas pour autant certain que cela puisse se faire sur de simples injonctions en appuyant sur un bouton. Il faut disposer des ressources financières au moment voulu, programmer les investissements, les mettre en œuvre. À l'heure actuelle, de l'avis des experts, il n'y aurait que l'Arabie Saoudite qui disposerait de capacités de production supplémentaires utilisables immédiatement. Mais cette pression semble aller plus loin. Elle viserait, au-delà des intérêts financiers, le retour sur place des majors qui ont le plus grand mal à maintenir leurs réserves et même à assurer leur production, afin de garantir la sécurité des approvisionnements des États-Unis. Les pays producteurs semblent, eux, de plus en plus réticents à une nouvelle participation des majors dans ce domaine. Cela, de toute évidence, pour des raisons politiques autant qu'économiques. De plus, en ce qui concerne leurs propres investissements, leurs préoccupations portent souvent, même dans le secteur pétrolier, sur des productions plus valorisantes comme la pétrochimie autorisant l'utilisation d'une main-d'œuvre locale qualifiée et la formation de cadres locaux. Cela sans parler de l'attrait dans l'immédiat d'investissements à l'étranger particulièrement intéressants en raison de la faiblesse du dollar, notamment sur les marchés financiers. Enfin il faut penser à leur souci d'envisager d'ores et déjà l'après pétrole.

D'autres indices sont inquiétants pour les États-Unis. Les pays producteurs importants comme la Russie ou le Venezuela tentent de renégocier, avec les majors, d'anciens contrats de production qu'ils jugent aujourd'hui avec un oeil plus critique et avec une conception «modernisée» de l'intérêt national. On peut citer les différends entre Moscou et la Shell et ceux de Caracas avec Exxon (Esso).

La spéculation

Le deuxième aspect est celui de la spéculation. L'aspect spéculatif a dépassé l'aspect «couverture à terme» (1) sur les bourses du pétrole de New York et de Londres. Le pétrole a rejoint aujourd'hui les métaux et les matières premières agricoles dans une course axée sur une volatilité permettant de tirer un profit immédiat des événements : chaos irakien ou nigérian, l'explosion d'une raffinerie comme au Texas tout récemment, différends Exxon/Venezuela ou Shell/Russie, différends entre Lukoil et des raffineries allemandes, enfin rumeurs de toutes sortes. Ce produit courant libellé en dollar devient en outre d'autant plus attractif pour les spéculateurs, Fonds d'investissement ou même Fonds de pension, qu'il leur permet de «jouer» en même temps sur la volatilité de cette monnaie. Il n'est pas étonnant que l'on nous cite en même temps les records d'un brut à plus de 100 $ et d'un euro à plus de 1,50 $. Les cotations records se succèdent. La chute du dollar pousse, à son tour, les pays producteurs à chercher à se prémunir contre la dévaluation de leurs revenus et de leurs stocks. Parallèlement ces marchés se sont imposés comme référence de prix, jusqu'à la distribution, détachée ainsi des prix réels eux-mêmes lourdement déconnectés des coûts de production.

Profits des pétroliers : toujours plus

Enfin en ce qui concerne le troisième aspect «le bilan» nous nous limiterons aux particularités françaises. En 2006 nous avons importé (façonnage inclus) 82 millions de tonnes de pétrole brut en rééquilibrant notre raffinage avec des besoins grâce à l'importation de 17 millions de tonnes de gasoil/fuel domestique (en fait 14 car nous en avons exporté 3 millions) et en exportant 10 millions de tonnes de carburant et de naphta (2). Face à cela Total avait une production mondiale de 120 millions de tonnes. En fait donc le revenu supplémentaire de Total provenant de la hausse des prix serait de une fois et demie supérieure à l'augmentation de notre facture pétrolière déjà allégée par le cours du dollar. Si toutes les opérations de Total étaient localisées en France et si Total fournissait tout le marché français avant de vendre le solde de sa production ailleurs, on pourrait dire que notre pays est plutôt favorisé par la hausse du brut.

On se souviendra, par ailleurs, que le gouvernement avait exclu toute réduction de la fiscalité pétrolière en invoquant le fait que la baisse de la consommation avait maintenu le niveau de l'imposition. Toutefois avec une hausse du bénéfice net jusqu'à 12 milliards et si la totalité de l'imposition de Total sur les sociétés était localisée en France on peut penser que les augmentations de profit se traduiraient par un revenu supplémentaire pour le trésor, avec l'imposition sur les bénéfices des sociétés.

Il ne faudrait pas que la «polarisation» actuelle sur le pétrole occulte les autres problèmes qui plombent notre économie. ■

1) Protection pour les négociants de vente de marchandises dont ils ne disposent pas au moment de la conclusion de leur contrat.

2) Produit intermédiaire extrait du pétrole utilisé pour la production de carburant et pour la pétrochimie.